

Chapitre/Chapter 14

L'état de la non-violence en France

Guillaume Gamblin

La non-violence demeure un domaine de recherche encore très peu présent dans les universités françaises, contrairement aux pays anglo-saxons où les « peace studies » sont très développées, et alors même qu'elle représente pour qui veut bien s'y pencher un terrain extrêmement fécond à divers niveaux (philosophie, relations internationales, Histoire,...). C'est donc un motif d'intense satisfaction pour des organismes cherchant à développer la recherche sur la non-violence, tels que l'IRNC, que la nouvelle de l'organisation à Chambéry de ce colloque sur le pacifisme, et que l'invitation de venir y présenter la tradition non-violente en France.

Les traditions non-violentes en France.

On peut distinguer **4 principales traditions de la non-violence en France** :

- Tout d'abord la **tradition anarchiste**. Elle suit une ligne discrète depuis le XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui, et s'illustre entre autres autour des questions de l'objection de conscience et de la désertion. Notamment à travers l'action de Louis Lecoq qui, en 1963, jeûne pour la reconnaissance du statut de l'objection de conscience. N'oublions pas non plus la revue « Anarchisme et non-violence » qui paraît durant les années 1960. Mais on peut dire que cette tradition anarchiste non-violente est actuellement peu vive en France¹.
- Deuxième tradition de la non-violence en France : la **tradition chrétienne**. Déjà présente dans des mouvements chrétiens tels que les quakers, elle se développe particulièrement à partir de la Première Guerre Mondiale. C'est ainsi qu'en 1923 naît le Mouvement International de la Réconciliation (MIR), branche française de l'IFOR, International Fellowship of Reconciliation. Ces chrétiens minoritaires s'inspirent des Evangiles pour affirmer leur refus de la guerre. Ils sont mobilisés en France et en Europe pour le soutien aux objecteurs de conscience. Ils réalisent également un travail important à l'intérieur des Eglises pour une reconnaissance de la non-violence, à travers notamment l'élaboration d'une théologie de la non-violence, et sont actifs pour la diffusion de ce thème dans les mouvements d'inspiration chrétienne. Le MIR diffuse depuis presque 80 ans la revue des *Cahiers de la Réconciliation*².
- On peut distinguer de celle-ci la **tradition gandhienne**. C'est l'écrivain Romain Rolland qui fait découvrir en France le personnage, l'action et la pensée de Gandhi, dès les années 1920. Mais c'est avec Lanza del Vasto et le mouvement de l'Arche que la tradition gandhienne de la non-violence va véritablement prendre forme en France. Lanza del Vasto, poète et philosophe d'origine italienne, se rend en Inde où il rencontre

¹ Notons la passionnante brochure sur le sujet publiée en 2001 : *Anarchisme, violence, non-violence*, Xavier Beckaert, éditions libertaires.

² Voir mir@club-internet.fr

Gandhi et vit dans son ashram³. De retour en France, il fonde en 1948 avec quelques amis le mouvement de l'Arche. Celui-ci se développe notamment sous la forme de communautés de vie. On y développe un partage du quotidien dans un esprit de simplicité volontaire, une vie spirituelle basée sur une discipline personnelle pour la recherche d'une attitude intérieure de non-violence, l'accueil et la formation, et bien sûr l'action directe contre les injustices.

C'est ainsi que les compagnes et compagnons de l'Arche sont actifs dès les années 50 contre le nucléaire militaire mais également civil, contre la guerre d'Algérie, pour le soutien aux objecteurs de conscience français et étrangers, puis jouent un rôle important dans l'impulsion de la lutte du Larzac contre l'extension d'un camp militaire dans les années 70. C'est Jean-Baptiste Libouban, membre de l'Arche, qui fonde le mouvement des Faucheurs Volontaires d'OGM, qui est l'un des plus importants mouvements de désobéissance civile que nous ayons connu en France, avec plus de 5000 personnes ayant pris l'engagement de désobéir.

- Enfin, la **tradition** que nous appellerons « **politique** » ou « **pragmatique** », issue des mouvements contestataires des années 60, alliant volontiers une inspiration gandhienne avec des éléments d'analyse marxistes et un esprit anti-autoritaire. C'est ainsi que le MAN, Mouvement pour une Alternative Non-violente⁴, est créé en 1974, et que la revue trimestrielle Alternatives Non-Violentes⁵ naît un an plus tôt. Outre le refus de la guerre (il est membre du WRI, War Resistant International), le MAN cherche à donner des outils et à faire valoir les apports de la non-violence dans les luttes sociales. Il cherche à développer des alternatives non-violentes à l'action de résistance violente. Ses thèmes de réflexion évolueront au fil des années, comme nous allons le voir.

Les axes historiques de la mobilisation

En se basant sur une approche transversale à ces différentes traditions et aux organisations qui les composent, on peut discerner en France les **grands thèmes de mobilisation** historiques suivants :

- **l'opposition à la guerre**, qui constitue un socle de l'engagement historique de ces organisations : depuis la première guerre mondiale jusqu'aux pétro-guerres modernes, en passant par la guerre d'Algérie.
- c'est sans doute la **lutte pour la reconnaissance du statut d'objecteur de conscience** qui mobilise les énergies de ces mouvements durant le plus long temps. De nombreux objecteurs de conscience et réfractaires au service civil, réunis au sein de mouvements comme le MOC (Mouvement des Objecteurs de Conscience), contribuent à porter cette lutte.
- A la différence de certains mouvements tels que le Mouvement de la Paix, issu du Parti Communiste, les organisations non-violentes manifestent une **opposition** commune **au nucléaire civil et militaire**. Invasions de sites nucléaires, jeûnes,

³ Il raconte cette découverte dans *Le pèlerinage aux sources*, Denoël. De Lanza del Vasto, on peut lire aussi *Technique de la non-violence*, Denoël, et *Les quatre fléaux*, Denoël.

⁴ MAN, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, 01 45 44 48 25, manco@free.fr

⁵ Alternatives Non-Violentes, 02 35 75 23 44, anv.revue@wanadoo.fr

expéditions commandos, campagnes de lobbying, actions symboliques, jusqu'aux récentes Journées du Désarmement Nucléaire, émaillent cette opposition.

- Dans une même logique, l'**action pour le désarmement** reste une constante. Des campagnes successives pour le contrôle des transferts d'armements sont engagées, ainsi que des actions de protestation devant le Salon de l'armement Eurosatory entre autres.
- **Le soutien aux paysans du Larzac** en lutte contre l'extension du camp militaire, est un moment central de la mobilisation des organisations non-violentes, qui joue le rôle de catalyseur des énergies pour un ensemble très vaste de mouvements de la société civile, de 1971 à 1981, porté par ce slogan : « Des moutons, pas de canons ! ».
- La **Défense Populaire Non-Violente (DPNV)** constitue un axe important de la recherche des organisations engagées pour la non-violence en France, durant les années 70-80 (voir plus loin).
- autre constante de l'engagement des organisations non-violentes : le **soutien actif aux mouvements d'émancipation (kanaks,...) et aux résistances civiles dans le monde** (en Amérique Latine dans les années 70, en Pologne dans les années 80, au Kosovo dans les années 90 avec le mouvement d'Ibrahim Rugova).
- de même, l'une des visées des mouvements non-violents est de pouvoir procurer à la société civile des outils d'action non-violents dans les **luttes sociales**, à travers la formation notamment.
- **la formation** précisément demeure l'une des activités principales de ces mouvements. Formation aux moyens de résistance non-violents (désobéissance civile, stratégies et techniques concrètes d'action), mais également et de plus en plus, formation à la non-violence et à la régulation des conflits dans le cadre de la vie quotidienne.

Les lignes d'évolution actuelles

En se basant sur cet héritage, on peut repérer **trois grandes lignes d'évolution de la non-violence en France actuellement** :

1) depuis les années 80, la réflexion et l'action, d'abord axées sur l'actualité politique nationale et internationale, sur les problèmes d'armement et les luttes sociales, viennent se porter de plus en plus sur les **aspects quotidiens, interpersonnels, culturels et sociaux de la non-violence**.

L'éducation constitue notamment un point sur lequel sont portés d'importants efforts : c'est à travers elle que se joue pour beaucoup notre rapport à la violence. C'est ainsi que sont développées et expérimentées des méthodes d'éducation et d'instruction non-violentes substituant autant que possible la sanction à la punition, la co-élaboration des règles à la soumission aux règles préétablies, la coopération à la compétition⁶. Des matériels pédagogiques et ludiques sont développés en ce sens. Aujourd'hui la revue Non-Violence

⁶ Voir à ce sujet l'excellent *Sanctionner sans punir*, Elisabeth Maheu, Chroniques Sociales, 2005.

Actualité (NVA) joue en France un rôle central dans la diffusion de ces méthodes et outils d'éducation⁷.

De même, **la formation** à la non-violence se développe de plus en plus en dehors du contexte militant et protestataire qui l'a vu naître, pour se porter vers des publics plus larges désireux d'acquérir des pratiques quotidiennes, sociales, professionnelles de régulation non-violente des conflits. Les IFMAN, Instituts de Formation du MAN⁸, interviennent professionnellement principalement auprès de personnes confrontées dans leur vie quotidienne ou dans leur cadre professionnel à des conflits ou à des violences : enseignants, éducateurs, animateurs, médiateurs, guichetiers, personnels de sécurité, etc... Ces formations aident chacun à trouver en lui-même les ressources pour faire face au conflit ou à l'agression en respectant l'autre et en se faisant respecter soi-même.

La médiation constitue l'une de ces pratiques sociales en développement. Elle constitue un moyen de régulation des conflits par un tiers, tant au niveau des pratiques sociales de justice, que dans un cadre scolaire par les enfants eux-mêmes.

De même se développe beaucoup l'intérêt pour les aspects interpersonnels de la non-violence : gestion des conflits en couple, au sein de la famille, au travail,... **La communication non-violente**, issue des Etats-unis avec Marshall Rosenberg, connaît actuellement, dans une optique déliée de la dimension politique, un fort développement.

Ces éléments, associés à des recherches sur les fondements culturels et philosophiques de la violence et de la non-violence, viennent dessiner l'émergence de ce que l'on appelle une **culture de la non-violence**⁹. C'est dans cet esprit que vient se placer la mobilisation de nombreuses associations et organisations françaises au sein de la **Coordination Française pour la Décennie**, dans le cadre de la « Décennie internationale pour une culture de non-violence et de paix au profit des enfants du monde », décrétée par l'ONU pour les années 2001-2010. C'est dans le cadre de cette Coordination qu'un programme scolaire incluant des enseignements à la non-violence, a été élaboré et présenté à l'Education Nationale¹⁰. Des *Salons des Initiatives de Paix* sont organisés également à Paris par la Coordination, pour diffuser le plus largement possible les idées et les pratiques de la non-violence.

2) Le développement de la recherche, de la formation et des pratiques de l'**Intervention Civile de Paix**. Le Comité pour l'Intervention Civile de Paix (Comité ICP) coordonne en France depuis plusieurs années les efforts de diverses organisations engagées pour la non-violence, le développement et la solidarité internationale, afin de faire connaître et valoir les pratiques d'intervention civile auprès de la société française, les faire reconnaître auprès des autorités politiques et militaires, et trouver des moyens pour financer ces actions¹¹. Le Comité ICP organise également depuis l'an 2000 des formations complètes pour se préparer à accomplir des missions d'intervention civile avec des organismes tels que les Brigades de Paix Internationales, le Collectif Guatemala, les Equipes de Paix dans les Balkans, le Secours Catholique et maintenant les Non-Violent Peaceforces.

⁷ NVA : www.nonviolence-actualite.org , 02 38 93 67 22. Voir aussi *Pratiques d'éducation à la non-violence*, Bernadette Bayada et Guy Boubault (s. dir.), ECLM, 2004.

⁸ www.ifman.free.fr

⁹ Voir à ce sujet *Vers une culture de non-violence*, Jean-Marie Muller, Dangles 2000 ; et *Piliers pour une culture de non-violence*, Alain J.Richard, L'Harmattan 2001.

¹⁰ « Programme pour l'éducation à la non-violence et à la paix », Coordination pour la Décennie, Paris, 2005.

¹¹ Comité ICP, C/O 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, 01 45 44 48 25, comiteicp@free.fr

3) Une tendance générale au **décloisonnement** et à l'augmentation des pratiques de coopération depuis quelques années. Les organisations engagées pour la promotion de pratiques de non-violence, n'hésitent plus à se rencontrer et à mieux coordonner leurs efforts. Notamment au sein des deux collectifs que sont la Coordination française pour la Décennie¹², et Non-Violence XXI, Fonds associatif pur une culture de non-violence au XXI^e siècle¹³, qui regroupe 11 des principales organisations non-violentes en France. Ces collectifs permettent une meilleure inter- connaissance et une plus grande cohésion entre les organisations et leurs projets respectifs.

Ce décloisonnement se produit également par rapport au cadre national. Il y a encore cinq ans, les partenariats européens avec des organisations engagées pour la non-violence, étaient encore quasi-inexistants. On assiste aujourd'hui à un fort développement de ces **partenariats** internationaux, en particulier **au niveau européen** : création du réseau ENCPS (European Network for Civil Peace Service), développement de programmes de formations financées par l'Union Européenne (ARCA, ALPICOM), rencontres internationales annuelles à Figueres (Catalogne,...),..., les initiatives sont nombreuses et variées.

La recherche sur la non-violence

Au niveau de la recherche sur la non-violence proprement dite, on relèvera deux figures principales au niveau français : **Jacques Sémelin**, professeur à l'institut des Sciences Politiques de Paris, a beaucoup travaillé sur les expériences historiques de résistances civiles au XX^e siècle. Notamment sur les expériences largement méconnues bien que massives de résistances civiles non-armées durant la Seconde Guerre Mondiale, et sur les résistances des sociétés des pays de l'Est de l'Europe face au régime soviétique¹⁴.

Sur la base de ces recherches, certains mouvements non-violents font un analyse particulière des raisons ayant provoqué la chute du Mur de Berlin : ils considèrent que l'effondrement du régime soviétique n'a pas tant été dû à la pression militaire et nucléaire extérieure des forces de l'OTAN, qu'à la pression civile intérieure des sociétés des pays de l'Est, à travers les nombreuses résistances non-violentes (Pologne, Tchécoslovaquie, RDA,...).

Jean-Marie Muller, membre-fondateur du MAN et de l'IRNC, a travaillé durant plus de trente ans à l'élaboration de fondements stratégiques de l'action non-violente (résistances, défense civile,...) et de fondements philosophiques et éthiques de la non-violence, à travers de nombreux ouvrages de référence. Il demeure l'un des seuls spécialistes de la pensée et de l'action de Gandhi en France¹⁵.

Les organes de mobilisation et de diffusion de la recherche sur la non-violence en France demeurent les revues *Alternatives Non-Violentes* et les *Cahiers de la Réconciliation*, qui publient chaque trimestre des dossiers approfondis en lien avec la non-violence. Ainsi que

¹² www.decennie.org

¹³ Non-Violence XXI, 01 45 48 37 62, www.nonviolence21.com

¹⁴ Voir *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe (1939-1943)*, Payot 1989 ; *Quand les dictatures se fissurent. Résistances civiles à l'Est et au Sud*, DDB, 1995 ; *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et des génocides*, Seuil, 2005.

¹⁵ Lire notamment *Stratégie de l'action non-violente*, Seuil, 1981 ; *Le principe de non-violence*, Marabout, 1999 ; *Gandhi l'insurgé, l'épopée de la marche du sel*, Albin Michel, 1997, *Dictionnaire de la non-violence*, Le Relié, 2005.

l'IRNC¹⁶, qui cherche à développer la recherche sur la non-violence dans le milieu universitaire et qui joue depuis 20 ans un rôle d'interlocuteur privilégié entre les idées de la non-violence et les institutions politiques et militaires. Actuellement l'IRNC développe des recherches approfondies sur le thème de l'intervention civile de paix¹⁷, avec notamment la réalisation d'une base de données informatique sur cette thématique.

Au-delà des organisations, une dynamique sociale

Au terme de ce tour d'horizon de la non-violence en France, il est nécessaire de préciser que si ce panorama présente principalement l'action des organismes directement mobilisés pour la promotion de la non-violence, cette dernière ne leur appartient pas, mais connaît un large développement dans le cadre des pratiques sociales et politiques.

Il en va ainsi du développement des pratiques de médiation dans la société et à l'école. Ainsi que des formes d'action de mouvements tels que le DAL, Droit Au Logement, qui réalise des occupations illégales de logements pour des personnes sans-abri ou expulsées de leur logement. Ainsi que du Collectif des Faucheurs volontaires d'OGM, qui assument collectivement une stratégie de désobéissance civile. Il faut noter à ce sujet que le plus célèbre des syndicalistes paysans français, José Bové, est très attaché à l'action non-violente¹⁸ et très proche des organisations qui la promeuvent, suite à son parcours militant et à la lutte du Larzac en particulier. Enfin, nous nous trouvons dans une université occupée par les étudiants en lutte contre la politique sociale du gouvernement, et nul doute que leur mouvement et leurs formes d'action depuis deux mois sont intensément non-violentes !

Pacifisme et non-violence : deux approches distinctes pour un même refus.

1) Désarmement et construction d'alternatives

Je voudrais terminer en précisant que si la non-violence tire en France son origine de sources proches de celles du pacifisme, cette tradition de pensée et d'action s'en distingue dans le même temps avec netteté. S'enracinant dans un même rejet de la violence et en particulier de la guerre comme avènement de l'inhumanité de l'homme et phénomène universellement haïssable, la non-violence croit moins, pour lutter contre les guerres, à un désarmement universel, qu'en la construction d'alternatives concrètes qui contribueraient à rendre caduque l'usage de la violence. C'est donc moins sur le processus technique du désarmement que sur les processus culturels de déconstruction de la « culture de la violence » et de construction d'« équivalents fonctionnels » à la guerre, pour reprendre des expressions de Jean-Marie Muller, que les recherches sur la non-violence vont appuyer leur attention. C'est en construisant et en offrant aux hommes et aux peuples des alternatives efficaces à la violence des armes, cessant de les réduire à l'éternel dilemme entre violence et lâcheté, que leur sera ouverte la possibilité de se passer de la violence tout en étant capables de répondre aux besoins de sécurité ou encore de protection que ceux-ci manifestent.

C'est ainsi qu'ont été élaborées des recherches stratégiques sur la **Défense populaire non-violente (DPNV)** durant les années 70 et 80. Il s'agit là de l'élaboration théorique et de l'étude des conditions concrètes de faisabilité de stratégies de défense collective alternatives à la défense militaire et surtout nucléaire. Cette stratégie de défense civile se base sur le

¹⁶ www.irnc.org ; 14 rue des Meuniers, 93100 Montreuil.

¹⁷ Voir *Principes et méthodes de l'intervention civile*, JM Muller, DDB, 1997.

¹⁸ Il a d'ailleurs publié avec Gilles Luneau l'ouvrage *Pour la désobéissance civile*, La Découverte, 2004.

développement d'attitudes collectives de non-coopération et de désobéissance civile face à une puissance illégitime (invasion extérieure ou gouvernement illégitime issu d'un coup d'Etat par exemple). Elle se fonde sur le principe que ce n'est pas tant le passage des frontières du territoire par les forces adverses qui est décisive pour le contrôle d'un pays, mais la mise sous contrôle concrète des points stratégiques que sont les administrations (électricité, eau, voirie, état civil, police,...) les entreprises, les médias, associations, artistes, intellectuels, et de la société civile dans son ensemble.

C'est donc la soumission à l'autorité illégitime de la part de l'ensemble de la société qui est décisive, plus que la présence physique de cette autorité, d'occupation ou non, sur le territoire national et dans les lieux symboliques que sont le palais présidentiel ou le siège du gouvernement par exemple. Ces recherches sur la défense civile non-violente prennent appui en particulier sur les expériences historiques de résistance civile qui ont vu le jour tout au long du XX^e siècle, en commençant par la stratégie de non-coopération du peuple indien au gouvernement britannique, initiée par Gandhi et expérimentée durant plusieurs décennies. Autres expériences fondatrices : la résistance des tchèques à l'invasion des chars soviétiques en 1968 (le « Printemps de Prague »), la résistance des Philippines ayant provoqué la chute du dictateur Marcos en 1986, et encore la résistance du peuple allemand au putsch de Kapp en 1921. Ce dernier, ayant accédé par un coup d'Etat aux postes de commandement les plus élevés, vit son pouvoir se réduire à néant devant le refus de coopérer quasi-généralisé des fonctionnaires. Conformément à la prophétie de Etienne de La Boétie dans son « Traité de la servitude volontaire », il dut se rendre à l'évidence de son absence de pouvoir et fut contraint de céder la place.

Ces recherches ont donné lieu notamment à une étude de l'IRNC commandée par le Ministère de la Défense et publiée en 1984 par la Fondation des Etudes de la Défense Nationale, intitulée « La dissuasion civile »¹⁹. Elle s'inspire des recherches de Gene Sharp aux Etats-Unis, et a été portée en France par des théoriciens tels que Jacques Sémelin, Christian Mellon et Jean-Marie Muller.

On pourrait de la même manière analyser le développement de **l'Intervention Civile de Paix** comme la création d'une alternative concrète à l'intervention strictement militaire dans des zones de conflit armé ou de violence politique importante, de la part de la société civile internationale solidaire des victimes de ces violences. A travers les missions de prévention, d'observation, accompagnement, de protection, d'interposition, de médiation ou de formation, les volontaires de l'intervention civile apportent une présence non-armée décisive pour contribuer à faire baisser le niveau de violence et de peur sur le terrain du conflit (Colombie, Kosovo, Mexique, Guatemala, Indonésie, Sri Lanka, Népal, Israël-Palestine, Irak), et apporter les conditions nécessaires à une reprise du dialogue et à une issue politique de ces conflits. Bénédicte Rivet vous parlera plus en détail de ces alternatives civiles, à partir de son expérience du Kosovo.

2) « Pacifier » ou « conflictualiser » la situation ?

Les personnes engagées dans une optique de non-violence n'aiment souvent pas se réclamer du « pacifisme », car cette appellation insiste trop à leur goût sur la recherche de la paix comme finalité, alors que l'approche non-violente veut insister prioritairement sur le refus des actions et des processus « violents », c'est à dire qui détruisent l'humain.

¹⁹ *La dissuasion civile*, Mellon, Muller, Sémelin, Fondation pour les Etudes de la Défense Nationale, 1985.

Insister sur la recherche de la paix comme finalité, comporte deux ambiguïtés : cela n'interdit pas d'utiliser la violence pour faire advenir cette paix (et c'est d'ailleurs là le discours qui vient justifier de nombreuses interventions guerrières censées « ramener la paix » -que l'on songe seulement à la politique ultra-militariste du président Uribe en Colombie). La non-violence rappelle quand à elle l'exigence éthique et stratégique de cohérence entre les fins visées et les moyens utilisés, estimant que « dans le moment présent, nous ne sommes pas maîtres de la fin que nous recherchons, nous ne sommes maîtres que des moyens que nous utilisons –ou plus exactement nous ne sommes maîtres de la fin que par l'intermédiaire des moyens »²⁰ et s'interdisant par là même le recours à tout moyen violent pour faire advenir une fin pacifique.

Et d'autre part, la « paix sociale » peut être (et est souvent) basée sur des situations d'injustices et de violences structurelles. L'esprit de la non-violence se situe clairement face à cela : il convient de refuser les « états de paix » basés sur de telles situations de violences sociales ou économiques (et quelle « paix » ne l'est pas au moins partiellement ?) et de ne pas hésiter à entrer en conflit ouvert avec cet ordre des choses, afin de poursuivre une plus grande justice. Tant de fois nous devons devenir des « briseurs de paix sociale », pour faire éclater le conflit qui était caché sous l'ordre établi, sous la paix apparente ! Le *conflit* est une valeur positive qu'une optique non-violente préfère mettre en avant plutôt que la valeur de paix, sujette à trop d'ambiguïtés. Il convient donc de « conflictualiser » la situation, premier pas vers une recherche active de justice effective. Le conflit passera bien souvent par des *luttés* sociales et par la nécessité de mettre en place un *rapport de force* face à un pouvoir établi qui refuse initialement d'entendre les revendications de celles et ceux qui luttent pour les droits. L'illustration d'un tel rapport de force majoritairement non-violent est donnée avec la lutte actuelle des étudiants et d'une part de la société française contre la « Loi sur l'égalité des chances » du gouvernement. Pour affronter le pouvoir en place et mener cette lutte avec *force*, il sera nécessaire de faire preuve d'*agressivité*, de combativité pour se faire respecter.

C'est la circulation entre ces termes²¹, dans une dynamique conflictuelle et dans une volonté de conciliation, qui constitue la base de l'action non-violente, de préférence à la recherche de la « paix ».

Mais l'honnêteté nous impose de préciser ici, et c'est ce qui ressort également des témoignages entendus lors de ce colloque, que bien souvent la tradition « pacifiste » dépasse avec intelligence les ambiguïtés que nous avons citées concernant le mot « paix », et apporte une épaisseur et une complexité tout à fait passionnantes à cette recherche d'humanité. Tout notre souhait étant que de multiples ponts continuent à se construire entre ces diverses traditions engagées dans le refus radical de voir la dignité de l'homme bafouée par les diverses violences qui se font jour au niveau individuel ou collectif.

²⁰ Muller JM, *Dictionnaire de la non-violence*, op. cit.

²¹ Voir à ce sujet le *Dictionnaire de la non-violence*, *ibid.*